

L'ÉQUALITÉ

de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS. — Trimestre, 15 fr. 50; 6 mois, 28 fr. 50; un an, 52 fr. 50. — Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

REDACTION ET ADMINISTRATION. — ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et TOURCOING, rue Desarmont, 12. — Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX.

ANNONCES. — A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. — A TOURCOING, 12, Rue Desarmont. — A LILLE, 28, Rue de Flandre.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

LE PROCHAIN CONSEIL

Paris, 7 mars.
Les ministres n'ont pas tenu conseil ce matin; ils se réuniront lundi matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

LES FERMES-ÉCOLES

Paris, 7 mars.
Le ministre de l'Agriculture a décidé que les apprentis entreront dans les fermes-écoles, à partir de 1896, et qui auront obtenu les certificats d'études, recevront des primes variables, dont le total sera fixé par le ministre selon les ressources budgétaires de l'exercice courant.

LES COMPLICES DE JAMESON

Londres, 7 mars.
On télégraphie de Capetown : « M. Rutherford, agent à Capetown de la Compagnie de Beer et de la Chartered, a été arrêté comme complice dans l'affaire de transport d'armes et de munitions. Il a été remis en liberté moyennant une caution de 2,000 livres. »

LES RAPATRIÉS

Port-Saïd, 7 mars.
Le paquebot *Irrazouky* a quitté Port-Saïd pour Marseille, ayant à bord 104 passagers de la marine, dont 40 soldats et 30 passagers de la guerre. Un décès est survenu pendant la traversée. Trois hommes ont été hospitalisés à Port-Saïd.

LA SITUATION EN CORÉE

New-York, 7 mars.
On mande de San Francisco : « Des avis de Séoul annoncent qu'il y a 10,000 soldats de la marine russe embarqués à Séoul. Le roi et le prince héritier se sont rendus à la légation russe et ont formé un nouveau gouvernement. Le premier ministre et sept autres ministres favorables aux Japonais ont été décapités. Tous les nouveaux ministres seraient membres de la famille Min. Les journaux de Tokio prétendent que le roi, obéissant aux suggestions du ministre de Russie, reste à la légation, qui est gardée par deux cents soldats de marine. »

BANDE DE FAUX MONNAYEURS

Angers, 7 mars.
Une rixe éclatait avant-hier entre les époux Morvan et leur propre fille, âgée de 16 ans, entourée de quatre autres jeunes filles du voisinage. Trappée à coups de bouteille, la femme Morvan déclara qu'elle se vengerait. Effectivement, elle demanda à la police ses filles et ses jeunes amies comme accablant de la fausse monnaie qui s'écoulaient dans un tas de la rue Bréard, les nommées L., et O. Leur mariage aurait, par là-même, été annulé, et le couple des pièces fausses eût été dispersé.

REFUS D'OBÉISSANCE

Londres, 7 mars.
On télégraphie de Calcutta au *Times*, que le gouverneur de la province de Kiang-Kiang, dans la vallée du Mekong, a été dépouillé de toute autorité par le gouvernement des Indes pour refus continué d'obéissance aux autorités anglaises.

L'AFFAIRE DUPAS

Paris, 7 mars.
M. Dupas a enfin communiqué hier soir au parquet le dossier de l'affaire Dupas, mais il n'est attendu quelques jours encore pour savoir si l'ancien secrétaire de la société générale sera poursuivi ou bénéficiera au contraire, ainsi que le supposent quelques-uns, d'une amnistie de non-lieu. Trois chefs de prévention sont relevés par le juge contre M. Dupas : recel de malversation, violation du secret professionnel et corruption de fonctionnaire. M. Royère, l'ancien avocat-conseil d'Arton, est, pour sa part, inculpé de corruption.

LEMPRUNT CHINOIS

Londres, 7 mars.
On télégraphie de Pékin : « Le gouvernement chinois a refusé l'offre du syndicat français pour l'emprunt de cent millions de taels. Les négociations se poursuivent activement avec un syndicat anglo-allemand. »

LES AFFAIRES D'ESPAGNE

Madrid, 7 mars.
Les nouvelles reçues d'Amérique, signalant des insurrections au drapier espagnol, ont produit une indignation générale. Tous les cercles, les cafés, les théâtres présentent une grande animation. On y commémore ces actes. Toutefois, l'ordre n'a pas été troublé.

Des manifestations se sont produites aujourd'hui dans plusieurs villes. Celle de Valence, sur laquelle le télégraphe vient d'apporter de nouveaux détails, a été particulièrement imposante. Plus de quatre mille personnes ont pris part au cortège qui a parcouru les rues de la ville proférant des cris hostiles contre la chambre américaine et acclamant l'Espagne.

Questionné par la foule, ainsi qu'il a été dit, le conseil de France a paru au balcon et a salué les manifestants. A Dolorès, toutes les cloches ont sonné; la musique a joué des airs nationaux. L'enthousiasme était indescriptible. On télégraphie de la Havane que le général Weyler, recevant le comité du casino espagnol, a prononcé une allocution patriotique. Le général estime que les injures qui lui ont été adressées par les sénateurs américains prouvent qu'il sert bien son pays. Il a recommandé le calme, si nécessaire pour montrer le vrai force d'un peuple. La plupart des commerçants de Cuba sont invités à ne pas acheter des marchandises, ni de produits des États-Unis.

CHRETIENS MASSACRÉS

Sofia, 7 mars.
D'après des nouvelles reçues à l'ambassade d'Angleterre à Constantinople, quinze familles chrétiennes du district de Marash, qui avaient été forcées d'embrasser l'islamisme et qui, confiantes dans la garantie de liberté de conscience donnée par le gouvernement ottoman, se rendaient dans leur église, ont été massacrées par les Kurdes. Plusieurs élèves de l'École militaire de Constantinople ont été arrêtés hier pour des motifs inconnus.

LA COMMISSION DU BUDGET

Paris, 7 mars.
M. Doumer, entendu par la commission du budget, a déclaré qu'il n'acceptait pas le renvoi de l'impôt sur le revenu au gouvernement. Le gouvernement aurait pu discuter avec la commission, si la commission avait accepté le principe du projet, mais en présence de la décision de la commission, le gouvernement ne peut son projet d'impôt global et s'en expliquera devant la Chambre. M. Cochery a décliné la responsabilité des réformes que M. Doumer pourra faire accepter à la commission et après une courte discussion la commission a renvoyé par 19 voix contre 2, purement et simplement la résolution d'hier. Elle repoussa par 19 voix contre 2 le projet de renvoyer à retrancher les mots « arbitraire et vexatoire ».

M. Delombre lira le rapport lundi et le déposera ensuite sur le bureau de la Chambre. (Voir en Dernière Heure)

PRONOSTICS

Depuis 1893 jusqu'à l'avènement du gouvernement radical, la politique française s'était trouvée brusquement orientée à droite, conduite par les ennemis de la République, satisfaits de la démocratie, stupéfiés du revirement subit, prêt à expliquer la cause de ce changement imprévu.

La France avait nommé, aux mois d'août et de septembre 1893 une assemblée dont tous les membres s'étaient déclarés comme candidats du programme des réformes formulées, depuis bien des années déjà, par la démocratie. La quasi-unanimité des deux cents nouveaux députés issus du scrutin de 1893 avait juré solennellement de faire aboutir ces réformes, de réaliser les améliorations tant de fois promises, tant de fois oubliées. En ajoutant à ces deux cents nouveaux venus les anciens, cela constituait une majorité réformatrice compacte, assurée de pouvoir renverser toute résistance qui tenterait de s'opposer à l'énergique manifestation de ses aspirations progressistes.

C'était ainsi le lendemain du scrutin, du moins le croyait-il. Comment cette majorité se transforma-t-elle tout à coup, en réaction féroce, en instrument docile des politiciens égarés et rétrogrades qui, de septembre 1893 à novembre 1895, se sont succédé au pouvoir? Comment, au point de vue, par pur s'étanchement de la part de l'État, d'une suggestion si gâtée, au lendemain du scrutin, tous les journaux modérés, les lanternes du centre, les colonnes des ralliés, applaudirent à la venue de deux cents nouveaux élus, qu'ils aient d'emblée républicains modérés, c'est à dire réactionnaires. Enfin, comment on en est à fin avec la politique...

La France a compris que l'ère du calme et de l'apaisement était nécessaire, et elle l'a ouverte, en nommant des représentants nouveaux qui ne sont catégoriquement aucun parti et s'apprêtent à donner aux délibérations de la Chambre le caractère de concorde possible, de conciliation bienveillante qui fit défaut jusqu'ici et paralysa l'œuvre législative. Or, chacun des nouveaux venus crut, pour le compte de ses voisins, que la chose était arrivée, que la France avait rompu avec la politique de progrès et de réformes, que le meilleur serait de soutenir le ministère modéré qu'il avait devant lui. De là la succession ininterrompue des Cabinets réactionnaires et des mesures liberticides prises par les pouvoirs publics, jusqu'au jour où ceux-ci, ayant été convaincus de complicité avec les présomptueux qui déshonorent la République et le Parlement, la Chambre eut un haut-le-cœur, une minute de dégoût suprême et jeta bas, cul par les fenêtres, l'ancien parti despotique, les auteurs de ces mesures liberticides et des complots financiers.

A lors le pays respira; il se ressaisit et comprit à quel point la démocratie avait été bernée. Mais ce n'est pas en vain que la majorité parlementaire a passé les deux premières années de son mandat, qui sont d'ordinaire les plus fécondes à suivre aveuglément une politique rétrograde. Maintenant qu'elle s'est arraché le bandeau qui l'empêchait de voir l'état véritable du pays et de distinguer les intrigues maladroites qui se nouaient dans l'ombre, elle n'a plus de doute sur ce qu'elle a fait et sur ce qu'elle a fait pour elle. Elle s'est trop longtemps confiée dans les ténèbres, pour que la lumière, apportée par ces événements, ne blesse pas sa vue, et comme un homme en forme des années durant dans l'obscurité ténébreuse quand on l'amène au grand jour, la majorité, encore incertaine, timide, hésitante, cligne des yeux et par instants n'y voit goutte, quand ses anciens meneurs brouillent le jeu de cartes placé devant elle.

Comme le chien de l'écriture revenant à ses vomissements, la majorité revient aux peurs affolées d'autant, à chaque acte d'énergie politique et de probité publique qu'on érige d'elle. C'est ainsi qu'après avoir ordonné une enquête sur les Conventions, elle l'a enterrée, en nommant une Commission hostile à l'enquête et qui n'a pas osé du tout. De même, mise au pied du mur par M. Bourgeois de dire, si oui ou non, elle répudiait le programme contenu dans la déclaration ministérielle, elle répondit par des acclamations à ce défi et des ordres du jour de confiance enthousiastes. Mais appelée, au scrutin secret, à se prononcer sur la principale réforme de ce programme, l'impôt sur le revenu, elle a nommé une commission quasi-unanime à repousser le projet Doumer.

Je suis bien tranquille sur le sort de ce projet; de deux choses l'une, en effet : ou il sera voté en séance publique, avec autant d'enthousiasme qu'il fut repoussé en séance de bureau, ou le ministre des finances sera battu, et alors le pays saura à quel s'en tenir sur les promesses qu'on lui a données tant de fois pour expliquer les révoltes de ses représentants. On lui disait que c'était par peur d'une crise ministérielle, d'une agitation qui ne pouvait aboutir, qu'on repoussait les réformes. Aujourd'hui, depuis qu'on les a faites, il ne se passe pas de semaine que les partisans de la stabilité ministérielle ne tendent un piège au ministère. Comment le pays ne serait-il pas édifié sur la bonne foi des raisons qu'on invoquait jadis?

Le Cabinet Bourgeois lui a permis de se reprendre, de voir clair dans la situation et la pensée de nos adversaires, de connaître les intrigues de toute nature, nouées pour faire échouer toute tentative de réforme. Il aura bien quand paraîtra l'*Officiel* les noms de ceux qui ont voté pour ou contre les réformes attendues, faire le part des uns et des autres, et même si le Cabinet Bourgeois devait tomber là dessus, sa courbe ne serait-elle pas un bienfait. Mais aussi, c'est pourquoi le Cabinet ne tombera pas, parce que son projet sera voté en séance publique.

En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base : 1. L'impérialisme formelle ou négus et de l'Empire. 2. La colonie érythréenne limitée au triangle Massawa-Keren-Asmara. C'est sur la question d'Asmara que des difficultés devront à élever sur cette négociation. Cette détermination est faite sous les réserves que comporte, en l'absence de sa confirmation par les agences, son extrême gravité.

Agitation révolutionnaire

Lausanne, 7 mars.
On écrit de Rome à la *Gazette de Lausanne* : « La foule qui manifeste sur les places et dans les rues est la foule qui vit les révolutions. Cette foule est composée en majorité d'ouvriers, elle compte aussi beaucoup d'étudiants, d'employés, elle ne craint guère le feu. Elle a été formée par la révolution sociale. »

L'ACCAPAREMENT DES PÉTROLES

(D'un correspondant)
Rome, 6 mars.
Sur des instructions venues du parquet, M. Bernard, commissaire aux délégations judiciaires, a ouvert une enquête préliminaire sur l'accaparement des pétroles. Les noms de MM. Richard, Bourcier, Nègre, d'abord par M. Jules Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat. M. Bernard a reçu l'avis de M. Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat.

UN MANIFESTE SOCIALISTE

Rome, 6 mars.
Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

« Nous devons imposer l'abandon de l'entreprise africaine, le rappel immédiat des troupes, l'annulation de l'entière de tous les condamnés politiques. Ce manifeste sera répandu à profusion, spécialement dans les centres ouvriers. Les déserteurs italiens. Rome, 7 mars. Un grand nombre d'Italiens passent la frontière par crainte d'être appelés pour être envoyés en Abyssinie. La ville d'Asse compte elle seule plus de 20 déserteurs. Dans toute la Tarantaise et la Maurienne des émissaires du gouvernement italien cherchent à engager des transfuges à se rendre à la convocation qui leur est adressée. »

LA SITUATION EN ITALIE

EXPECTATIVE

L'opinion internationale toute entière se passionne aux événements dont l'Italie est présentement le théâtre. C'est naturel, car à bien des points de vue, la situation que nous voyons se dérouler devant nous est d'une importance capitale. Les uns l'envisagent au point de vue du fameux concert européen et du coup qu'en va recevoir la triple, axe, comme on le dit depuis vingt ans, de toute la politique des chanceliers. Certains se complaisent en quelque sorte à côté purément pittoresque de l'aventure. D'autres enfin, tels que nous, socialistes de France, scrutent anxieusement les télégrammes, s'attendant surtout aux manifestations de la foule, qui, si elle le veut, porte en elle la solution du problème, le remède de la crise : à savoir : la République.

Mais, pour revenir aux faits, rien en comment ne se dessine. Crispien terre dans son ignominie, la Chambre est prorogée. Le roi, atterré, s'essaye en de vaines combinaisons ministérielles. Quant aux démonstrations populaires, elles vont s'accroissant sans doute, mais elles ne troubleront en aucune façon le plan préétabli et d'ensemble.

Le groupe de l'extrême gauche, a déclaré qu'il ne prendrait pas son appui qu'à un gouvernement décidé à obéir aux volontés très clairement manifestées de la nation. Une telle opposition demeure encore platonique. En réalité, et malgré l'effervescence, c'est le statu-quo qui persiste. Mais, qui sait? Ce soir, demain, l'étincelle peut jaillir qui mettra le feu aux poudres. Les révolutions ne se produisent guère. Elles se constatent, une fois accomplies.

Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

« Nous devons imposer l'abandon de l'entreprise africaine, le rappel immédiat des troupes, l'annulation de l'entière de tous les condamnés politiques. Ce manifeste sera répandu à profusion, spécialement dans les centres ouvriers. Les déserteurs italiens. Rome, 7 mars. Un grand nombre d'Italiens passent la frontière par crainte d'être appelés pour être envoyés en Abyssinie. La ville d'Asse compte elle seule plus de 20 déserteurs. Dans toute la Tarantaise et la Maurienne des émissaires du gouvernement italien cherchent à engager des transfuges à se rendre à la convocation qui leur est adressée. »

Le Cabinet Bourgeois lui a permis de se reprendre, de voir clair dans la situation et la pensée de nos adversaires, de connaître les intrigues de toute nature, nouées pour faire échouer toute tentative de réforme. Il aura bien quand paraîtra l'*Officiel* les noms de ceux qui ont voté pour ou contre les réformes attendues, faire le part des uns et des autres, et même si le Cabinet Bourgeois devait tomber là dessus, sa courbe ne serait-elle pas un bienfait. Mais aussi, c'est pourquoi le Cabinet ne tombera pas, parce que son projet sera voté en séance publique.

En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base : 1. L'impérialisme formelle ou négus et de l'Empire. 2. La colonie érythréenne limitée au triangle Massawa-Keren-Asmara. C'est sur la question d'Asmara que des difficultés devront à élever sur cette négociation. Cette détermination est faite sous les réserves que comporte, en l'absence de sa confirmation par les agences, son extrême gravité.

Agitation révolutionnaire. Lausanne, 7 mars. On écrit de Rome à la *Gazette de Lausanne* : « La foule qui manifeste sur les places et dans les rues est la foule qui vit les révolutions. Cette foule est composée en majorité d'ouvriers, elle compte aussi beaucoup d'étudiants, d'employés, elle ne craint guère le feu. Elle a été formée par la révolution sociale. »

L'ACCAPAREMENT DES PÉTROLES. (D'un correspondant) Rome, 6 mars. Sur des instructions venues du parquet, M. Bernard, commissaire aux délégations judiciaires, a ouvert une enquête préliminaire sur l'accaparement des pétroles. Les noms de MM. Richard, Bourcier, Nègre, d'abord par M. Jules Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat. M. Bernard a reçu l'avis de M. Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat.

UN MANIFESTE SOCIALISTE. Rome, 6 mars. Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

« Nous devons imposer l'abandon de l'entreprise africaine, le rappel immédiat des troupes, l'annulation de l'entière de tous les condamnés politiques. Ce manifeste sera répandu à profusion, spécialement dans les centres ouvriers. Les déserteurs italiens. Rome, 7 mars. Un grand nombre d'Italiens passent la frontière par crainte d'être appelés pour être envoyés en Abyssinie. La ville d'Asse compte elle seule plus de 20 déserteurs. Dans toute la Tarantaise et la Maurienne des émissaires du gouvernement italien cherchent à engager des transfuges à se rendre à la convocation qui leur est adressée. »

Je suis bien tranquille sur le sort de ce projet; de deux choses l'une, en effet : ou il sera voté en séance publique, avec autant d'enthousiasme qu'il fut repoussé en séance de bureau, ou le ministre des finances sera battu, et alors le pays saura à quel s'en tenir sur les promesses qu'on lui a données tant de fois pour expliquer les révoltes de ses représentants. On lui disait que c'était par peur d'une crise ministérielle, d'une agitation qui ne pouvait aboutir, qu'on repoussait les réformes. Aujourd'hui, depuis qu'on les a faites, il ne se passe pas de semaine que les partisans de la stabilité ministérielle ne tendent un piège au ministère. Comment le pays ne serait-il pas édifié sur la bonne foi des raisons qu'on invoquait jadis?

Le Cabinet Bourgeois lui a permis de se reprendre, de voir clair dans la situation et la pensée de nos adversaires, de connaître les intrigues de toute nature, nouées pour faire échouer toute tentative de réforme. Il aura bien quand paraîtra l'*Officiel* les noms de ceux qui ont voté pour ou contre les réformes attendues, faire le part des uns et des autres, et même si le Cabinet Bourgeois devait tomber là dessus, sa courbe ne serait-elle pas un bienfait. Mais aussi, c'est pourquoi le Cabinet ne tombera pas, parce que son projet sera voté en séance publique.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La séance est ouverte à 2 heures 15. La Chambre adopte un projet de loi tendant à approuver un engagement de la ville de Boulogne-sur-Mer. Après déclaration d'urgence la Chambre adopte le projet ayant pour objet d'autoriser la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. La Chambre adopte ensuite en première lecture la proposition de loi de M. Le Goffe portant modification de la loi du 6 août 1871 sur les domaines conglobables.

Le service de deux frères

L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi adoptée par le Sénat portant modification de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. L'urgence est déclarée. M. Jean Pichon ne s'opposera pas au vote de la proposition à la suite de la réduction des conseils de révision; mais il rappelle qu'il a présenté une proposition de loi plus large et qu'elle ne doit pas tomber en désuétude sans qu'il n'ait pu proposer des amendements analogues (très bien).

Les troupes se révoltent

Rome, 7 mars.
Des télégrammes de Milan et de Florence signalent un commencement de mutinerie parmi les troupes. Le tact des officiers a réussi à calmer momentanément les soldats. On rapproche dans l'opinion les faits de l'incident de Parme, où les troupes repoussant l'émeute tirée en l'air.

Un Courrier du Roi

Rome, 7 mars.
En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base : 1. L'impérialisme formelle ou négus et de l'Empire. 2. La colonie érythréenne limitée au triangle Massawa-Keren-Asmara. C'est sur la question d'Asmara que des difficultés devront à élever sur cette négociation. Cette détermination est faite sous les réserves que comporte, en l'absence de sa confirmation par les agences, son extrême gravité.

Agitation révolutionnaire

Lausanne, 7 mars.
On écrit de Rome à la *Gazette de Lausanne* : « La foule qui manifeste sur les places et dans les rues est la foule qui vit les révolutions. Cette foule est composée en majorité d'ouvriers, elle compte aussi beaucoup d'étudiants, d'employés, elle ne craint guère le feu. Elle a été formée par la révolution sociale. »

L'ACCAPAREMENT DES PÉTROLES

(D'un correspondant)
Rome, 6 mars.
Sur des instructions venues du parquet, M. Bernard, commissaire aux délégations judiciaires, a ouvert une enquête préliminaire sur l'accaparement des pétroles. Les noms de MM. Richard, Bourcier, Nègre, d'abord par M. Jules Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat. M. Bernard a reçu l'avis de M. Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat.

UN MANIFESTE SOCIALISTE

Rome, 6 mars.
Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

« Nous devons imposer l'abandon de l'entreprise africaine, le rappel immédiat des troupes, l'annulation de l'entière de tous les condamnés politiques. Ce manifeste sera répandu à profusion, spécialement dans les centres ouvriers. Les déserteurs italiens. Rome, 7 mars. Un grand nombre d'Italiens passent la frontière par crainte d'être appelés pour être envoyés en Abyssinie. La ville d'Asse compte elle seule plus de 20 déserteurs. Dans toute la Tarantaise et la Maurienne des émissaires du gouvernement italien cherchent à engager des transfuges à se rendre à la convocation qui leur est adressée. »

Je suis bien tranquille sur le sort de ce projet; de deux choses l'une, en effet : ou il sera voté en séance publique, avec autant d'enthousiasme qu'il fut repoussé en séance de bureau, ou le ministre des finances sera battu, et alors le pays saura à quel s'en tenir sur les promesses qu'on lui a données tant de fois pour expliquer les révoltes de ses représentants. On lui disait que c'était par peur d'une crise ministérielle, d'une agitation qui ne pouvait aboutir, qu'on repoussait les réformes. Aujourd'hui, depuis qu'on les a faites, il ne se passe pas de semaine que les partisans de la stabilité ministérielle ne tendent un piège au ministère. Comment le pays ne serait-il pas édifié sur la bonne foi des raisons qu'on invoquait jadis?

Le Cabinet Bourgeois lui a permis de se reprendre, de voir clair dans la situation et la pensée de nos adversaires, de connaître les intrigues de toute nature, nouées pour faire échouer toute tentative de réforme. Il aura bien quand paraîtra l'*Officiel* les noms de ceux qui ont voté pour ou contre les réformes attendues, faire le part des uns et des autres, et même si le Cabinet Bourgeois devait tomber là dessus, sa courbe ne serait-elle pas un bienfait. Mais aussi, c'est pourquoi le Cabinet ne tombera pas, parce que son projet sera voté en séance publique.

En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base : 1. L'impérialisme formelle ou négus et de l'Empire. 2. La colonie érythréenne limitée au triangle Massawa-Keren-Asmara. C'est sur la question d'Asmara que des difficultés devront à élever sur cette négociation. Cette détermination est faite sous les réserves que comporte, en l'absence de sa confirmation par les agences, son extrême gravité.

Agitation révolutionnaire. Lausanne, 7 mars. On écrit de Rome à la *Gazette de Lausanne* : « La foule qui manifeste sur les places et dans les rues est la foule qui vit les révolutions. Cette foule est composée en majorité d'ouvriers, elle compte aussi beaucoup d'étudiants, d'employés, elle ne craint guère le feu. Elle a été formée par la révolution sociale. »

L'ACCAPAREMENT DES PÉTROLES. (D'un correspondant) Rome, 6 mars. Sur des instructions venues du parquet, M. Bernard, commissaire aux délégations judiciaires, a ouvert une enquête préliminaire sur l'accaparement des pétroles. Les noms de MM. Richard, Bourcier, Nègre, d'abord par M. Jules Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat. M. Bernard a reçu l'avis de M. Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat.

UN MANIFESTE SOCIALISTE. Rome, 6 mars. Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La séance est ouverte à 2 heures 15. La Chambre adopte un projet de loi tendant à approuver un engagement de la ville de Boulogne-sur-Mer. Après déclaration d'urgence la Chambre adopte le projet ayant pour objet d'autoriser la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. La Chambre adopte ensuite en première lecture la proposition de loi de M. Le Goffe portant modification de la loi du 6 août 1871 sur les domaines conglobables.

Le service de deux frères

L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi adoptée par le Sénat portant modification de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. L'urgence est déclarée. M. Jean Pichon ne s'opposera pas au vote de la proposition à la suite de la réduction des conseils de révision; mais il rappelle qu'il a présenté une proposition de loi plus large et qu'elle ne doit pas tomber en désuétude sans qu'il n'ait pu proposer des amendements analogues (très bien).

Les troupes se révoltent

Rome, 7 mars.
Des télégrammes de Milan et de Florence signalent un commencement de mutinerie parmi les troupes. Le tact des officiers a réussi à calmer momentanément les soldats. On rapproche dans l'opinion les faits de l'incident de Parme, où les troupes repoussant l'émeute tirée en l'air.

Un Courrier du Roi

Rome, 7 mars.
En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base : 1. L'impérialisme formelle ou négus et de l'Empire. 2. La colonie érythréenne limitée au triangle Massawa-Keren-Asmara. C'est sur la question d'Asmara que des difficultés devront à élever sur cette négociation. Cette détermination est faite sous les réserves que comporte, en l'absence de sa confirmation par les agences, son extrême gravité.

Agitation révolutionnaire

Lausanne, 7 mars.
On écrit de Rome à la *Gazette de Lausanne* : « La foule qui manifeste sur les places et dans les rues est la foule qui vit les révolutions. Cette foule est composée en majorité d'ouvriers, elle compte aussi beaucoup d'étudiants, d'employés, elle ne craint guère le feu. Elle a été formée par la révolution sociale. »

L'ACCAPAREMENT DES PÉTROLES

(D'un correspondant)
Rome, 6 mars.
Sur des instructions venues du parquet, M. Bernard, commissaire aux délégations judiciaires, a ouvert une enquête préliminaire sur l'accaparement des pétroles. Les noms de MM. Richard, Bourcier, Nègre, d'abord par M. Jules Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat. M. Bernard a reçu l'avis de M. Guérin, ancien marchand de pétrole, qui, depuis plusieurs années, s'est occupé de la vente des pétroles, et aussi par M. Vianey, directeur de la Compagnie des pétroles, ont été mentionnés dans les documents qui ont été remis au magistrat.

UN MANIFESTE SOCIALISTE

Rome, 6 mars.
Le groupe socialiste adresse au pays le manifeste suivant : « Citoyens, le ministère Crispien est tombé sous le poids de ses fautes. La volonté populaire a triomphé de la dictature arbitraire. Pour que ce soit par là une vraie victoire de la moralité et du bon sens, en faveur de la liberté, il est nécessaire que vous vous agitez, que vous affirmiez partout, au sein des associations, dans les communes, sur les places, en manifestant votre ferme volonté, que la politique au profit du ministère tombe et revive par vous d'autres formes trompeuses, que vous êtes déçus à conquérir par votre propagande l'émancipation des travailleurs. »

« Nous devons imposer l'abandon de l'entreprise africaine, le rappel immédiat des troupes, l'annulation de l'entière de tous les condamnés politiques. Ce manifeste sera répandu à profusion, spécialement dans les centres ouvriers. Les déserteurs italiens. Rome, 7 mars. Un grand nombre d'Italiens passent la frontière par crainte d'être appelés pour être envoyés en Abyssinie. La ville d'Asse compte elle seule plus de 20 déserteurs. Dans toute la Tarantaise et la Maurienne des émissaires du gouvernement italien cherchent à engager des transfuges à se rendre à la convocation qui leur est adressée. »

Je suis bien tranquille sur le sort de ce projet; de deux choses l'une, en effet : ou il sera voté en séance publique, avec autant d'enthousiasme qu'il fut repoussé en séance de bureau, ou le ministre des finances sera battu, et alors le pays saura à quel s'en tenir sur les promesses qu'on lui a données tant de fois pour expliquer les révoltes de ses représentants. On lui disait que c'était par peur d'une crise ministérielle, d'une agitation qui ne pouvait aboutir, qu'on repoussait les réformes. Aujourd'hui, depuis qu'on les a faites, il ne se passe pas de semaine que les partisans de la stabilité ministérielle ne tendent un piège au ministère. Comment le pays ne serait-il pas édifié sur la bonne foi des raisons qu'on invoquait jadis?

Le Cabinet Bourgeois lui a permis de se reprendre, de voir clair dans la situation et la pensée de nos adversaires, de connaître les intrigues de toute nature, nouées pour faire échouer toute tentative de réforme. Il aura bien quand paraîtra l'*Officiel* les noms de ceux qui ont voté pour ou contre les réformes attendues, faire le part des uns et des autres, et même si le Cabinet Bourgeois devait tomber là dessus, sa courbe ne serait-elle pas un bienfait. Mais aussi, c'est pourquoi le Cabinet ne tombera pas, parce que son projet sera voté en séance publique.

En présence des manifestations de plus en plus graves qui se produisent contre la continuation de la guerre en Afrique, et des troubles qui menent sa couronne en jeu, le roi Humbert vient d'envoyer au Négoce un courrier extraordinaire chargé de demander la paix. Les négociations seraient pour base